

## WOUTER BEKE

# « Non, il n'y a plus d'économies à faire dans la sécurité sociale »

**Le président du CD&V met en garde son homologue de la N-VA, qui réclame de nouvelles coupes pour financer le tax-shift. « Bart De Wever ressent souvent le besoin de s'exprimer, mais le Premier, c'est Charles », dit-il.**

**Entretien : Olivier Mouton**

**D**ans la majorité fédérale dirigée par Charles Michel, le CD&V incarne le volet social et irrite régulièrement ses partenaires flamands de la N-VA et de l'Open VLD. Wouter Beke, son président, assume.

**Le Vif/L'Express : Vous vous sentez bien dans cette coalition ?**

↳ **Wouter Beke :** Durant la campagne électorale, nous avons promis de faire la synthèse entre croissance économique et progrès social, et c'est précisément ce que nous faisons au sein de la majorité. C'est la réponse la plus juste au problème majeur de l'heure : il faut créer de l'emploi pour assurer le paiement futur des pensions et des soins de santé. Le CD&V est la solution, pas le problème : à la fin 2014, quand le pays était bloqué, c'est notre vice-Premier Kris Peeters qui a créé des ouvertures pour renouer le dialogue social. Il est aujourd'hui possible de négocier les salaires dans les secteurs. Je rappelle que le gouvernement précédent les avait bloqués sans ce dialogue.

**Un dossier-clé pour vous arrive à la table du gouvernement : le tax-shift. Le patron Voka (patronat flamand) affirmait la semaine dernière que l'on n'en avait finalement pas besoin...**

↳ Je suis très étonné que le patronat change soudain d'avis. Ces trois dernières années, tant le Voka que la FEB affirmaient que le coût du travail était un énorme problème – et c'est effectivement le cas. Dans ses recommandations, la Commission européenne insiste d'ailleurs pour que la Belgique baisse ses charges.

**La crainte des patrons, c'est que cela soit compensé par de nouvelles taxations, non ?**

↳ Oui, mais de temps en temps, il faut avoir un moment de courage politique. Ce n'est pas une discussion facile, y compris pour mon parti. Mais si nous voulons garantir les emplois du futur, il faut agir maintenant. Le Premier ministre a répété au Parlement qu'il s'engageait à mener ce débat avant les vacances d'été.

**Cela vous semble possible, franchement ?**

↳ Mais oui ! Nous nous sommes préparés en interne depuis des mois, tout est chiffré. L'accord de gouvernement prévoit de baisser les charges sur le travail de 33 à 25 %. Nous avons déjà prévu un milliard en 2016, mais ce n'est pas suffisant : il faut donc trouver des moyens en plus pour mener à bien cet accord.

**La N-VA veut le financer par des économies sur la sécurité sociale. Est-ce envisageable pour vous ?**

↳ Il y a déjà eu de sérieuses économies dans la sécurité sociale. Maggie De Block, ministre des Affaires sociales, a d'ailleurs dit : « Mes affaires sont clôturées. » Il n'y a plus de grands montants à aller chercher là-bas, non.

**Bart De Wever est-il le Premier ministre de l'ombre, comme le prétend l'opposition ?**

↳ Le Premier, c'est Charles Michel, et il fait ça bien. Bart De Wever ressent souvent la nécessité de s'exprimer sur la politique du gouvernement. C'est moins mon cas. Avec Kris Peeters et Hilde Crevits, mon parti a deux leaders forts dans chaque gouvernement, qui se débrouillent très bien.

**Votre parti presse la ministre MR Jacqueline Galant de présenter son plan de modernisation de la SNCB. Traîne-t-elle ?**

↳ Chaque ministre doit faire son travail. Les miens ont déjà agi : Kris Peeters a renoué le dialogue social, Koen Geens a proposé un plan de modernisation de

la Justice, nous attendons donc impatiemment le plan de Madame Galant. Ce n'est pas un dossier facile, j'en suis conscient. Sous le gouvernement Verhofstadt, on avait créé trois entités. Nos ministres Inge Vervotte et Steven Vanackere ont proposé de ramener ce nombre à deux. Le gouvernement précédent l'a fait. Nous devons aujourd'hui accroître l'efficacité de la société et mettre en œuvre un plan d'investissements.

**La structure sociale de la société est-elle en question ? Gwendolyn Rutten affirmait, dans**

**Le Vif/L'Express du 22 mai dernier, que la SNCB n'est pas là pour protéger les travailleurs qui abusent, mais pour penser au client et investir...**

↳ Cela me semble curieux d'opposer les deux. C'est le personnel qui assure la qualité du service pour les voyageurs, non ?

**La dernière grève des conducteurs de la SNCB a réveillé des propositions libérales pour encadrer le droit de grève. Vous y êtes favorable ?**

↳ L'accord de gouvernement prévoit la mise en place d'un service garanti. C'est à la ministre de négocier cela avec les syndicats représentatifs. La dernière grève a été forcée par un syndicat très minoritaire et n'était dès lors pas très légitime. Mais il n'existe pas de formule magique pour un tel service garanti : pour l'assurer, il faut un minimum de travailleurs...

**Marie-Christine Marghem, ministre de l'Energie, a vécu quant à elle des moments difficiles au Parlement sur la relance de la centrale de Doel.**

↳ Je n'ai pas été très impressionné par l'opposition. Ce qui est fondamental pour nous, c'est d'assurer l'approvisionnement énergétique du pays. Nous sommes un pays moderne, n'est-ce pas ? Il faut éviter toute incertitude.

**Le reste ne serait qu'agitation ? Laurette Onkelinx (PS) disait**

**que l'attitude de la ministre est « irresponsable ».**

↳ Cela aurait sans doute été plus sage de la part de la ministre de faire la clarté immédiatement au Parlement, sans saucissonner les informations. Mais le reste, ce sont des discours politiques.

**Vous avez répété récemment que vous regrettiez toujours que le CDH ne soit pas dans la majorité fédérale. Pourquoi ?**

↳ En tant que démocrate-chrétien, cela me semble normal.

**Vous espérez son retour ?**

↳ Ils ont mon numéro de téléphone (*sourire*)... C'est leur décision et je la respecte. Mais pour la stabilité et la légitimité de ce gouvernement en Wallonie, cela aurait été plus facile.

**Cela complique vos relations avec Benoît Lutgen ?**

↳ Non, j'ai toujours des contacts avec lui.

**Tous les partis francophones ont entamé une réflexion idéologique interne. Et vous ?**

↳ En 2016, je vais relancer un congrès de réflexion après celui de 2013 qui avait permis d'élaborer avec 30 000 Flamands le programme que nous concrétisons. Le scrutin communal de 2018 est très important pour le CD&V, d'autant que nous avons réussi un très bon score en 2012 : 28 %, dans des circonstances difficiles. Nous avons quelque chose à défendre face à la N-VA.

**Votre génération de quadras voit-elle les choses autrement ?**

↳ Clairement. En 2004, alors que j'avais 30 ans, Johan Vande Lanotte

et Frank Vandenbroucke avaient rédigé une lettre ouverte qui mettait en garde contre le vieillissement de la population. Cela m'avait d'autant plus marqué que, quelques mois plus tard, je débutais au Sénat. Le problème, c'est qu'ils n'ont rien fait. Analyser, c'est très bien, mais avoir le courage de prendre des décisions difficiles, c'est autre chose. Il est évidemment plus facile de dire, comme Elio Di Rupo, qu'il ne faut rien changer, mais c'est irresponsable. Moi, je ne veux pas entendre un jour mes trois enfants me dire que je n'ai rien fait alors que j'avais la capacité de changer les choses.

**Vous y pensez parfois ?**

↳ Souvent. Quand je rentre à la maison, et que je les vois dormir, je sais pourquoi je fais ce que je fais rue de la Loi. •